

REPORTÉ À DEUX REPRISES

Le congrès extraordinaire du PRA fin mai courant

Programmé et reporté à deux reprises, le congrès extraordinaire du PRA (Parti du nouveau algérien) se tiendra vers la fin du mois en cours.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - C'est ce que le conseil national, élargi aux présidents de wilayas, réuni hier au siège national du parti, a décidé. Une délibération, la toute dernière des quatre prises à l'issue de ce conclave éclair puisque n'ayant duré à peine qu'une demi-heure, les présents ayant, auparavant, réitéré le retrait de confiance au secrétaire général du parti, Kamel Bensalem, réexprimé leur soutien à la commission de préparation du congrès présidée désormais par Hacène Boualtika en remplacement de Ali Setti démissionnaire pour des rai-

sons personnelles, tout comme il ont eu à lever, une fois de plus, toutes les sanctions et autres mesures conservatoires dont ont été victimes nombre de militants et cadres du temps où Kamel Bensalem officiait à la tête du parti. Un bis repetita dont on ne comprend pas le mobile et que même Boualtika, apostrophé en aparté, n'a pas voulu expliquer.

Aussi, les membres du conseil national et leurs collègues présidents des structures de wilaya du parti, à peine une cinquantaine de personnes, n'ont-ils pas pris acte de la seule candidature



Kamel Bensalem continue d'agir en sa qualité de secrétaire général du PRA.

à la succession de Kamel Bensalem au poste de secrétaire général du PRA. Il s'agit de celle de Abderezak Smaïl, qui a eu à occuper ce poste en 2004

avant qu'il ne fasse l'objet d'une motion de retrait de confiance de la part de ses pairs du Conseil national du parti. Et dans sa courte prise de parole, ce natif d'un villa-

ge frontalier de la wilaya de Tlemcen, n'a pas fait mystère de son plan d'action.

Lui qui a créé et dirigé la fameuse Commission nationale de l'amnistie générale (CNAG), une de ces entités de la société civile soutenant le programme du président Bouteflika et qui n'a pas fait long feu du fait de guerre de leadership et d'accusations entre ses membres, il plaide carrément pour l'amnistie générale.

«Nous sommes pour la continuité du régime politique en place. Nous prôtons l'amnistie générale parce que non seulement elle est inéluctable, mais c'est la seule solution en perspective pour le bien du pays». Un projet dont, pour rappel, Abdelaziz Bouteflika

avait fait son cheval de bataille lors de sa campagne électorale pour le troisième mandat en 2009 mais qu'il n'a pu concrétiser.

Au sujet de Kamel Bensalem qui continue à agir en sa qualité de secrétaire général du PRA, lui qui a été au tout dernier congrès du MSP en tant que chef de parti et qui active à Boumerdès, bénéficiant même de la couverture des médias publics dont notamment, l'ENTV, Boualtika n'a pas voulu s'expliquer.

Lui que l'ex-secrétaire général a dernièrement traîné devant les tribunaux pour propos diffamatoires à son égard, s'est dit «pas en droit de s'exprimer au nom du parti, ma mission étant purement organique».

M. K.

COORDINATION

DES SECTIONS SYNDICALES

UGTA DES MINISTÈRES

Nouvel appel aux pouvoirs publics

La Coordination des syndicats UGTA des ministères de l'Industrie, des Transports, de la Santé, du Travail, de la Jeunesse et des Sports, de la Poste, de la Solidarité, de l'Energie et des Mines ainsi que la Fédération nationale des travailleurs de la jeunesse et des sports, les syndicats nationaux des transports et de la solidarité nationale se sont réunis, le 8 mai dernier, pour réitérer leur appel aux pouvoirs publics.

Dans un communiqué remis hier à notre rédaction, la Coordination exige «la refonte du décret 05-08 portant statut particulier des ouvriers professionnels, des conducteurs automobiles et des appariteurs, la refonte du décret 04-08 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs, l'abrogation de l'article 87 bis, la révision du décret 10-134 instituant le régime indemnitaire». La Coordination déclare, également, rejeter «la dernière augmentation de 10% attribuée aux fonctionnaires». «Un délai de 10 jours est donné aux pouvoirs publics pour la prise en charge de ces revendications. Dans le cas de refus, la coordination syndicale usera des moyens de protestation, à commencer par l'organisation d'une journée de protestation devant le siège de la Direction générale de la Fonction publique», précise-t-on dans le même communiqué.

T. H.

PARTI ALTERNATIVE POUR LE CHANGEMENT

Le congrès constitutif aura lieu le 21 juin

Le parti politique Alternative pour le changement tiendra son congrès constitutif le 21 juin prochain à Alger. Le nouveau parti se fixe déjà, comme objectif, de s'implanter dans l'ensemble des régions du pays, selon son président Yahiaoui Mourad.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Après avoir reçu l'aval du ministère de l'Intérieur, les membres du parti Alternative pour le changement se sont réunis en vue de préparer la tenue de leur congrès constitutif. Ils ont après consultations, arrêté la date du 21 juin prochain pour la rencontre. Il s'agit aussi pour le parti, selon ses représentants, de mettre en place une commission nationale chargée des élections.

«Nous avons associé toutes les wilayas d'où sont actuellement issus les membres fondateurs, pour la préparation des modalités pratiques de la tenue du congrès. Ainsi, selon la loi relative aux partis, nous allons notamment procéder à l'élection du bureau et du conseil national. Nous nous pen-



Le parti de Mourad Yahiaoui résolument tourné vers l'avenir.

cherons également sur les réalités de la vie politique nationale», a déclaré Yahiaoui Mourad. Il précisera que le parti existe déjà depuis quelques années.

Pour l'intervenant, l'appel du premier 1^{er} Novembre constitue une plateforme idéale pour les objectifs du parti. «Nous sommes aussi résolument tournés vers l'avenir, bien que nous assumions le passé.», souligne le président du parti.

Pour le parti Alternative pour le changement, l'objectif premier est la structuration à travers toutes les wilayas du pays, afin d'avoir une représentativité sur le territoire national. «Il y a mal donné, la plupart des partis politiques s'identifient par rapport au siège national.

Nous préférons être présents réellement sur tout le territoire national» explique le président du parti.

F-Z. B.

ASSISES DE L'EXERCICE DU MÉTIER D'HUISSIER DE JUSTICE

L'indépendance de la tutelle en évaluation

La corporation des huissiers de justice ne veut pas rester en marge des réformes qui touchent le secteur de la justice. Une évaluation de 20 années d'exercice, soit depuis son «détachement» de la tutelle, a fait l'objet hier, d'une étude organisée au niveau de l'hôtel Mouflon d'Or à Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Intitulée «Evaluation et perspective», cette rencontre qui se déroulera sur deux jours est qualifiée de «premières assises du métier d'huissier de justice».

Selon le président de la Chambre nationale des huissiers de justice (CNHJ), M^e Djane Hamed Sid Ahmed, «cette rencontre est une halte pour procéder à une évaluation objective du parcours par notre corporation et par ailleurs définir les perspectives et

autres contours qui traceront le devenir de notre métier».

Dans son intervention, M^e Djane Hamed Sid Ahmed a indiqué que pas moins de six ateliers de réflexion auront à débattre de plusieurs thèmes, dont celui relatif «à l'amendement des procédures civiles».

En d'autres termes, les participants à ces assises croient dur comme fer que «le renforcement de l'indépendance de la justice passe par l'amélioration de l'envi-

ronnement de la formation juridique des personnels du secteur». «La mission des huissiers de justice algériens a fini par gagner la confiance des citoyens.

La quasi-majorité des décisions de justice ont été exécutées. Même les partis politiques, à l'image de l'ex-parti unique le FLN, ont sollicité des procès-verbaux justifiant leur engagement», ont souligné de nombreux huissiers de justice rencontrés, hier, à l'hôtel Mouflon d'Or. Toutefois, ils considèrent que les «étapes parcourues jusque-là et couronnées par des succès doivent être consolidées».

D'ailleurs, pour Maître Djane

Hamed Sid Ahmed, président de cette corporation, «la fonction des huissiers de justice bénéficie, d'une place assez importante dans la nomenclature des professions en Algérie.

Grâce à l'engagement de ses auxiliaires qui veillent sur la procédure et l'exécution des décisions de justice, cette profession est devenue un élément incontournable dans l'amélioration du bon fonctionnement des différents services du secteur de la justice», a-t-il soutenu. Et d'ajouter : «Il faut que les citoyens prennent conscience et connaissance de l'importance des lois. Ce n'est qu'avec l'application de la loi, que

l'on peut obtenir gain de cause, au-delà de toute autre forme.»

Cela étant, et en attendant les recommandations des ateliers mis en place, il est important de noter que le nombre de huissiers de justice en Algérie est de l'ordre de 1 700, dont 727 exercent au niveau de la région de l'Est, 660 au Centre et 303 dans le Sud.

En d'autres termes et selon le président de la CNHJ, «l'Algérie occupe la seconde place derrière la France et la première concernant la qualité des textes régissant le fonctionnement de l'exercice du métier de huissier de justice».

A. B.